

Économie canadienne

ne prévoit pas de revenu plus substantiel en cas d'augmentation sensible des coûts, tous ces gens sont dans un état de dépendance, ils attendent du gouvernement qu'il les secoure, qu'il les aide à sortir de cette situation, qu'il prenne des mesures susceptibles de ralentir l'inflation galopante dont les effets, si néfastes, les empêchent de joindre les deux bouts et menacent un niveau de vie déjà modeste.

Plus haut, se situe le groupe de personnes à revenu moyen, qui constitue une part de plus en plus importante de la société canadienne. On y trouve peut-être ceux qui ont pu économiser ou qui économisent en vue de l'achat d'une maison pour y vivre et y élever leur famille. Au moment où ils envisagent d'acheter une propriété et de déménager, ou encore au moment de verser leur premier paiement hypothécaire, une fois la propriété achetée, les facteurs inflationnistes leur enlèvent ce qu'ils croyaient tenir et ils se retrouvent une fois encore le dos au mur.

C'est à ce moment-là qu'un gouvernement, surtout s'il s'agit d'un gouvernement national, doit entrer en action. Il doit faire preuve de leadership devant ceux qui l'ont élu pour gouverner. A mon avis, c'est ce qu'a fait le premier ministre du Canada (M. Trudeau) le soir du 13 octobre 1975. Lui et son gouvernement ont pris le taureau par les cornes et ont proposé une politique anti-inflationniste qui, à mesure que le temps passe, me paraît recevoir de plus en plus d'appui.

Permettez-moi de revenir sur cet aspect du leadership que le député de Richmond (M. Beaudoin) a mentionné. Pourquoi avoir pris des mesures anti-inflationnistes maintenant? Pourquoi pas dans six mois? J'aimerais parler de cette question. Si l'on n'a pas voulu remettre encore à plus tard l'inévitable,—et je pense que c'est là ce que l'on peut appeler faire preuve de leadership—c'est que la nation ne pouvait sans doute pas supporter pendant six autres mois ces sauts incontrôlés de l'économie qui ont causé la chute du dollar canadien et la perte de notre pouvoir d'achat de biens et de services. Il fallait adopter une mesure sans délai.

● (1620)

La Commission de lutte contre l'inflation a, très vite, dès ses premiers jours d'existence, capté l'attention de tous, c'est certainement un signe de la poussée inflationniste qui a menacé l'économie canadienne depuis cet automne. Il fallait donner une direction au pays à la reprise de la trentième législature, à la suite des vacances d'été. C'est maintenant chose faite et il est remarquable qu'une fois cette orientation donnée, l'opposition qui l'appelait à cor et à cri chaque fois qu'elle n'avait plus d'autre solution viable à proposer à la Chambre—ce qui n'arrive malheureusement que trop souvent—l'opposition donc courbe à présent l'échine, car on lui enlève des mains la béquille sur laquelle elle s'appuyait depuis si longtemps. Voilà donc les députés de l'opposition privés de moyens et ne sachant apparemment plus sur quoi s'appuyer. L'opposition officielle du pays, qui est le parti vers lequel les Canadiens se tournent comme représentant la seule autre solution possible à l'horizon national, est si désorganisée, si complètement prise au dépourvu qu'elle vote contre le type même de mesure qu'elle préconisait 15 mois plus tôt comme la panacée à tous les maux du Canada. C'est un comportement bien étrange, qui, je crois, dépasse les électeurs du pays.

Le député de Richmond s'inquiète du taux de chômage du pays. Moi aussi, et nous en sommes tous là. Mais il faut dire que, quels que soient les maux qui accompagnent le chômage, et Dieu sait s'il y en a, ils seront encore plus grands si la poussée inflationniste, maintenant tristement remarquable par ses deux chiffres, n'est pas endiguée. Le député parle de manque de prévoyance. Est-ce que ce n'est pas pourtant faire preuve de prévoyance, et d'une prévoyance très concrète, que de bien regarder en face un problème national qui s'aggrave, d'examiner son impact probable sur les mois et les années qui suivent et d'agir alors en conséquence?

C'est ce que notre premier ministre a fait dans la soirée du 13 octobre. C'est ce qu'a fait le gouvernement que j'appuie, lorsqu'il a donné suite à l'action initiale du premier ministre en envoyant ses ministres expliquer aux Canadiens du haut des tribunes la raison d'être de la nouvelle politique anti-inflationniste. Il fallait dire que la nouvelle politique était un exemple de la prévoyance du gouvernement et de la direction donnée au pays par les représentants élus chargés de la diriger depuis juillet 1974 et pour quatre années. Nous avons fait preuve de ce sens de la prévoyance en marquant la voie à prendre et en nous fondant sur des raisons solides, des analyses et un examen approfondi de la situation.

Pour répondre au député de Yorkton-Melville (M. Nystrom), je lui dirai que le chômage est un problème sur lequel le gouvernement s'est toujours sérieusement penché et dont il continuera de se préoccuper. Je voudrais cependant préciser un point. Les problèmes du chômage dans un pays donné, à un moment donné, s'expliquent par plusieurs facteurs.

Une voix: Le gouvernement libéral en est le plus grand.

M. Martin: Il faut être sérieux. Les gouvernements ne créent pas le chômage; ils essaient de réagir contre ses causes. C'est pourquoi nous avons un ministère de l'Expansion économique régionale, c'est pourquoi nous avons des programmes Perspectives-Jeunesse en été; c'est pourquoi nous nous efforçons d'uniformiser les recettes fiscales d'un bout à l'autre du pays; c'est pourquoi tant de nos efforts visent à venir à bout des inégalités et des difficultés que connaissent les diverses régions du pays. Nous nous efforçons dans le cadre du régime de libre entreprise, de relever l'économie et d'améliorer la situation sociale dans ces régions. Voilà pourquoi nous recherchons constamment de nouveaux marchés d'exportation et nous encourageons l'industrie canadienne à explorer de nouveaux marchés à l'intérieur et à l'extérieur du Canada. Toutes ces initiatives du gouvernement visent à affermir l'économie canadienne et à fournir de plus en plus d'emplois pour une population active sans cesse plus grande.

Il est évident que, de temps en temps, les initiatives du gouvernement dans ces domaines se heurtent à des difficultés, et c'est particulièrement vrai lorsqu'on veut produire plus d'emplois. Un ralentissement du marché international complique nécessairement la tâche d'une industrie d'exportation qui voudrait accroître sa production et, par conséquent, engager plus d'ouvriers. Un resserrement du crédit à l'intérieur du pays créera certainement de plus grandes difficultés pour l'industrie canadienne qui voudrait se développer. Il est évident que la politique anti-inflationniste ne facilitera pas la tâche du gouvernement dans tous ces secteurs. Cette politique vise à modérer la hausse des prix et des revenus.